ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

LE PARLEMENT DES JEUNES 2017

Première session

15^e législature

PROJET DE LOI N^o 1

Loi visant la mise en place de mesures ayant pour but une meilleure intégration des immigrants dans les écoles secondaires du Québec

Présenté à l'Assemblée nationale par :

Nom du député élève : Nicolas Langelier

Nom de l'école : école secondaire de la Cité-des-Jeunes

Enseignant ou responsable : M. Mario Bissonnette

QUÉBEC

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise la mise en place de mesures ayant pour but une meilleure intégration des immigrants dans les écoles secondaires du Québec.

Le projet de loi comporte des obligations pour le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et pour les directions d'école. Il prévoit la création d'un comité d'intégration des immigrants dans chaque école touchée par le projet de loi.

Ce comité est en charge de la mise en place d'une série de mesures afin d'atteindre le but fixé par le présent projet de loi.

Projet de loi no 1

LOI VISANT LA MISE EN PLACE DE MESURES AYANT POUR BUT UNE MEILLEURE INTÉGRATION DES IMMIGRANTS DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES DU QUÉBEC

LE PARLEMENT DES JEUNES DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

CHAPITRE I OBJECTIF

1. La présente loi a pour objectif la mise en place de mesures visant une meilleure intégration des immigrants dans les écoles secondaires du Québec. Pour l'application de la présente loi, on entend par immigrant toutes personnes immigrantes vivant au Québec depuis moins de deux ans. Toutefois, les immigrants qui jugent qu'il n'est pas nécessaire de participer au programme d'intégration sont exclus de l'application de la présente loi. La loi comporte des obligations pour le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, pour les commissions scolaires et pour les directions d'école.

CHAPITRE II OBLIGATIONS DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

2. Le ministre s'assure que les commissions scolaires et les écoles secondaires privées ont les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de la présente loi.

3. Le ministre établit la liste des écoles secondaires touchées par la présente loi en fonction du portait démographique de chacune d'elles. Un minimum de 5 % des élèves doivent être issus de l'immigration pour qu'une école soit assujettie à la loi. Cette liste est révisée chaque année.

4. Le ministre s'assure de la présence de classes de francisation dans les écoles.

CHAPITRE III OBLIGATIONS DES DIRECTIONS D'ÉCOLE

5. Les directions d'école sont responsables de la mise en œuvre et de l'évaluation des différentes mesures de la loi.

6. Les directions d'école mettent en place un comité responsable de l'intégration des immigrants. Ce comité est composé d'au moins un membre de la direction, de trois enseignants, de trois élèves, dont deux élèves immigrants déjà intégrés à la société québécoise, et d'un membre du personnel non enseignant.

CHAPITRE IV

OBLIGATIONS DU COMITÉ D'INTÉGRATION

- 7.** Le comité d'intégration est responsable des communications avec les parents des élèves immigrants.
- 8.** Le comité d'intégration est responsable de la rédaction d'un guide pratique pour les élèves immigrants contenant toute information pertinente sur les services et le fonctionnement de l'école.
- 9.** Le comité d'intégration organise une rencontre par étape scolaire avec les élèves immigrants ainsi que leurs parents.
- 10.** Le comité d'intégration met en place un système de jumelage volontaire de chaque élève immigrant avec un autre élève de l'école.
- 11.** Le comité d'intégration organise, au moins une fois par année, une conférence pour tous les élèves de l'école avec une personnalité publique issue de l'immigration ou avec un spécialiste des questions relatives à l'intégration des immigrants.
- 12.** Le comité d'intégration organise un minimum de quatre activités par année destinées à faire découvrir à tous les élèves de l'école incluant les élèves immigrants différents aspects de la culture québécoise (visite de musée, pièce de théâtre, activités sportives d'hiver, etc.).
- 13.** Le comité d'intégration coordonne, une fois par année, l'organisation d'une semaine des cultures au cours de laquelle tous les élèves et le personnel de l'école sont invités à partager par divers moyens (musique, danse, mode, alimentation, etc.) des aspects de leur culture et de leur région.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

- 14.** Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport est chargé de l'application de la présente loi.
- 15.** La mise en œuvre et l'évaluation des différentes mesures de la loi par les directions des écoles sera approuvée par un inspecteur qui viendra tous les ans.
- 16.** La présente loi entre en vigueur le 27 janvier 2017.